

VISION *La Revue du
Cercle Orion*



ORION

VERS UN PROCESSUS DE *DÉCIVILISATION* ?

De quoi cette violence est-elle le nom ?

“Pièces de doctrine sur un sujet impactant”



CERCLE ORION
Forum politique & d'influence
nouvelle génération

A PROPOS

Le Cercle Orion est un forum politique et d'influence créé par Alexandre MANCINO en janvier 2017 et situé au croisement du SAVOIR et du POUVOIR.

Sa raison d'être consiste à réunir et promouvoir une nouvelle génération de décideurs libres et audacieux, soucieux de réfléchir aux grands sujets structurants du monde contemporain et d'y apporter des solutions innovantes et impactantes selon un langage de vérité.

Le but du Cercle Orion est d'être acteur du débat public en contribuant à la compréhension des enjeux et transformations du XXI^e siècle, ancré dans des valeurs fortes d'orientation libérale-républicaine. Son fil conducteur passe par un questionnement permanent sur la responsabilité des élites dirigeantes au XXI^e siècle, sur leur leadership face aux grands bouleversements du monde et sur les qualités qu'elles doivent adopter pour s'adapter aux défis de l'époque contemporaine.

Il s'organise autour d'un Pôle Études - à travers une activité de Recherche & Prospective différenciante par le fond et par la méthode - et d'un Pôle Influence - à travers des rencontres de très haute qualité avec des décideurs publics ou privés.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.cercleorion.com

La Revue - Vision Orion est un format original qui paraît trimestriellement et qui se distingue des Initiatives de recherche par le traitement d'un sujet « signature Orion » sur lequel le think-tank prend position pour alerter ou mettre en avant un sujet qu'il considère comme stratégique dans l'époque contemporaine. Formant des « pièces de doctrine » de haut niveau, elles incarnent bout à bout la vision du Cercle Orion, fidèles à son ethos transgressif et libre en adoptant une démarche volontairement non conformiste et un ton irrévérencieux assumé.

Revue est volontairement en décalage avec les analyses classiques des Initiatives qui nécessitent une réflexion de longue durée.

Ce format autonome singularise le Cercle Orion des autres clubs de réflexion et traduit son essence « politique » et « militante » sur certaines problématiques de société s'inscrivant dans l'esprit des grandes revues intellectuelles, adaptées à l'ère immatérielle

SOMMAIRE

Dossier

Vers un processus de décivilisation : de quoi cette violence est-elle le nom ?

- 4** L'Edito du Président
par Alexandre MANCINO
- 5** L'Edito de la Directrice des Etudes
par Léa SCHÜLER
- 6** Peut-on penser la décivilisation avec Norbert ELIAS ?
par Thibault HERRMANN
- 11** Décivilisation, déchristianisation ?
par Gabriel GERVAIS

Rubriques

- 16** Lever les blocages au développement des PME
par Thibaud MAREC

L'ÉDITO DU PRÉSIDENT

PAR ALEXANDRE MANCINO



Le Cercle Orion a toujours eu à coeur de défendre une conception stricte de l'ordre républicain et à analyser les causes du délitement de valeurs dans lequel nous sommes entrés il y a maintenant quelques années. Manque de repères, perte d'autorité, *désenchantement du monde* s'expliquant par la dégénérescence des anciens "*pilliers*" qui constituaient la société du XXe siècle, sources de socialisation des individus : la patrie, l'église, la famille, l'école etc.

Ce *désenchantement* selon Max Weber, a conduit à une sécularisation de nos sociétés et vers un modernisme qui a lui-même mené peu à peu à une perte de repères et à une augmentation des comportements déviants.

Plus que jamais, la société semble se disloquer et le corps social se fracturer. Les codes élémentaires qui permettaient hier le "*vivre ensemble*" s'affaissent pour laisser place à une montée sans précédent de la violence.

Que ce soit Norbert Elias qui tentait d'expliquer les périodes de régression civilisationnelle comme le nazisme ou Emmanuel Macron qui utilise cette expression pour qualifier l'état de la société actuelle, le processus de *décivilisation* touche non seulement la France mais aussi l'Europe à travers le retour du tragique et la guerre en Ukraine.

Comprendre les causes de ce délitement social est essentiel pour parvenir au bon diagnostic et y apporter des réponses fortes.

L'époque actuelle nécessite de "*ré enraciner*" le plus grand nombre de nos concitoyens qui demandent de retrouver du sens et de rebâtir une concorde nationale autour de valeurs partagées. Simone Weil, dans son ouvrage *L'enracinement*, analysait l'ordre comme le "*premier besoin de l'âme*". Nous tâchons avec le Cercle Orion et son *Axe phare Identité et Ordre républicain*, d'y travailler avec énergie, convaincus que le processus de *décivilisation* dans lequel nous entrons n'est pas une fatalité et peut être corrigé avec une politique régaliennne forte, une confiance renouvelée envers nos policiers et gendarmes et un durcissement de la politique pénale.

Mais avant toute chose, c'est bien à la "*recivilisation*" qu'il faut oeuvrer ensemble en remettant l'École au centre de tout et en responsabilisant les familles dans l'éducation civique et citoyenne.

L'ÉDITO DE LA DIRECTRICE DES ETUDES

Le Président Emmanuel MACRON a évoqué le 24 mai 2023, en Conseil des ministres, un « processus de décivilisation » qui frapperait aujourd'hui la société française après une série de drames irrationnels : meurtre d'une infirmière par un déséquilibré mental, mort en service de plusieurs policiers, etc. Et encore, cela était avant le drame d'Annecy le 8 juin et les huit jours d'émeutes urbaines violentes qui ont secouées la France après la mort d'un jeune par un policier (ayant fait par ailleurs autant de dégâts que les émeutes de 2005 qui avaient, elles, duré trois semaines) et qui ont stupéfiées nos pays voisins.

L'augmentation et le déferlement des violences gratuites et de l'insécurité est frappante en France depuis quelques années, mais cela dépasse l'entendement depuis quelques mois. Si les violences physiques (hormis les violences sexuelles) ont baissé depuis vingt ans, les violences non physiques et gratuites ont augmenté de manière très inquiétante.

Nous mettrons de côté dans cette Revue, le bien-fondé ou non de l'utilisation de ce terme ; si ce thème a fait couler beaucoup

d'encre dans la presse, ce débat futile masque les enjeux véritables de cette prise de position.

Seront néanmoins abordées les sources et les facteurs de cette « décivilisation », à savoir entre autres le rejet de l'autorité de l'Etat, la défaillance de l'éducation, l'échec de l'intégration.

Plus récemment dans un entretien accordé au *Point* le 23 août, le chef d'Etat revient sur ses propos pour introduire des pistes de solutions : « *J'ai parlé de décivilisation il y a quelques mois. C'est bien cela que nous avons vu. Il faut donc s'atteler à reciviliser* ».

Pragmatiques, c'est sur ce terrain de la « recivilisation » que nous allons axer nos propositions : mettre l'accent sur l'éducation, intégrer par l'économie et par l'emploi, etc.

Aussi, nous pensons qu'il est grand temps de réaffirmer les valeurs de la France pour défendre avec résolution l'ordre républicain, et ainsi œuvrer pour une France puissante et unie.

Léa SCHÜLER
Directrice des Etudes du Cercle Orion

VISION ORION

PEUT-ON PENSER LA DÉCIVILISATION AVEC NORBERT ELIAS ?

par Thibault HERRMANN



Les propos du Président de la République évoquant une « décivilisation » entrent indubitablement en résonance avec la thèse du sociologue allemand puis britannique Norbert ELIAS (1897-1990) contenue dans son œuvre *Sur le processus de civilisation : recherches sociogénétique et psychogénétique* (1939). Cet ouvrage composé de deux volumes, *la Civilisation des mœurs* et *la Dynamique de l'Occident*, décrit des processus historiques aux origines de la civilisation occidentale et de la civilité qui lui est attachée. Si l'acquisition d'une manière d'être en société et devenir des citoyens sont les fruits d'un processus, le Président de la République considère que le processus inverse est à l'oeuvre dans les phénomènes actuels d'augmentation générale des incivilités, de violences urbaines, de rixes barbares. Comment conceptualiser un phénomène à rebours de celui décrit par Norbert ELIAS ? Il importe de considérer les changements moraux et dans la considération à l'égard du bien public pour montrer que ceux-ci provoquent une déconstruction (au sens propre) de l'édifice culturel permettant la vie en société.

Des mutations sur le plan moral : la civilité et la vitalité civique

La première mutation permettant de constater la désunion de la société est l'essor des faits de violence quotidienne, banalisée, qui forme un continu avec les menus larcins désormais exécutés avec violence physique. N. ELIAS fait le constat, à partir de l'étude de l'évolution des manuels de savoir-vivre à travers les siècles en Europe, que la pacification de

l'Europe résultant de la fin des guerres de religion et des Traités de Westphalie (1648) va de pair avec la limitation, par la morale collective et les mécanismes de réprobation sociale, de l'expression des désirs, des excès de démonstrativité, des épanchements, des violences faites en public pour satisfaire l'avidité de vengeance gratuite. La désinhibition de la violence de rue, traduite par la montée des statistiques de ministère de l'Intérieur en la matière, montre aujourd'hui que l'Europe et la France sont en voie de régression du processus décrit par N. ELIAS dans *la Civilisation des mœurs*.

Les manifestations de ce phénomène sont multiples et comprennent l'augmentation exponentielle des injures à connotation sexuelle sur la voie publique, des meurtres ou des blessures graves infligées pour un simple mauvais regard... Toute l'échelle des infractions pénales est concernée mais ce sont les « petites » infractions, vols de particuliers, en particulier sur les personnes âgées, dégradations volontaires et pollution de l'espace public par tous déchets qui sont concernés.

Sur le « haut du spectre » figurent bien entendu les actes ayant entraîné la mort de personnes. A cet égard, la mort du chauffeur de bus Philippe MONGUILLOT à Bayonne, frappé à mort en juillet 2020 par deux passagers récidivistes après leur avoir demandé de se procurer un ticket et de porter un masque en raison de la Covid-19, est révélatrice de la perte de référence morale d'une partie de la jeunesse qui refuse de se reconnaître dans la civilité française.

Tuer à deux personnes un chauffeur de bus, cela signifie que les auteurs considèrent le rappel de l'obligation du port du masque et du ticket de bus comme une atteinte au-delà de toute gravité à leur honneur. La responsabilité individuelle de respecter les règles et les usages de la société est donc absolument étrangère à ces individus qui se trouveraient manifestement plus heureux dans une société cannibale. Le terme de décivilisation employé par le Président de la République apparaît alors comme justifié.

Pour autant, il a été invoqué à l'époque de la mort de ce chauffeur de bus un problème d'explosion des « incivilités », ce qui a légitimement justifié la colère de la famille de la victime. Une incivilité est un fait collectivement réprouvé par la morale publique sans pour autant constituer une infraction punissable. On peut donc classer les incivilités (crachat au sol ou refus de politesse qui n'est pas manifestement motivé par le sexe, l'origine, la couleur de peau, la religion...) comme des faits d'une gravité inférieure aux contraventions (le blocage de la circulation routière ou l'injure non publique) la plus légère des trois catégories d'infractions pénales. Si les faits dont il est question reçoivent une qualification pénale comptant parmi les infractions les plus sévèrement punissables, il ne saurait être seulement question de manquement aux règles élémentaires de politesse, d'hygiène et de sécurité partagées dans la société française.

L'incivilité précède la décivilisation. Pour autant, il faut relever que les mécanismes assurant la régulation sociale sont largement défailants et laissent s'exprimer la violence de décivilisation, du fait de la saturation des prisons, de la prolifération de discours haineux contre la France, justifiant les attaques contre les forces de l'ordre et glorifiant la violence contre tout ce qui représente le pays. L'abstention électorale croissante doit également être considérée comme un symptôme de la désaffection civique des Français qui font, semblerait-il, de moins en moins confiance aux processus démocratiques d'élection et de contrôle des décideurs publics pour organiser la vie en collectivité. Ce phénomène de désamour civique est renforcé par les passages à l'acte violents en milieu urbain, motivés par la haine anti-française ou la volonté de contrôler le territoire, le cas échéant pour permettre les trafics illicites.

La concurrence faite à l'Etat comme détenteur du monopole de la violence légitime

Un autre phénomène concourant au processus de civilisation selon Norbert ELIAS est l'atténuation des conflits guerriers entre seigneuries, la soumission des seigneurs aux pouvoirs royaux préfigurant les pouvoirs d'Etat, avec l'affirmation du pouvoir royal sous Philippe LE BEL en France ou l'organisation du Saint Empire romain germanique en principautés électorales fédérant plusieurs seigneurs. Autrement dit, l'élimination de la violence généralisée est permise par la capacité

du souverain (puis de l'Etat) à revendiquer avec succès le monopole de la violence légitime, expression descriptive du sociologue allemand Max WEBER dans *le Savant et le Politique* (1919).

Si Max WEBER énonce clairement que l'Etat (moderne) se caractérise par la capacité à imposer des règles et donc à user légitimement de la violence pour les faire respecter, il convient de relever que les termes de « violence » et de « pouvoir » peuvent tous deux se traduire par *Gewalt* en allemand. Le locuteur allemand pourra ainsi naïvement traduire *die Gewaltenteilung* par « la séparation des violences » sans savoir que le concept idoine en français est la *séparation des pouvoirs*. Cette confusion est de nos jours largement répandue en Europe occidentale à la faveur du développement de discours affirmant que l'autorité des Etats démocratiques est par nature illégitime et opprime les individus, sans examen au cas par cas des situations légalement justifiables ou non, et surtout sans contextualisation exhaustive.

Les discours de certaines personnalités politiques se réclamant sur la gauche de l'échiquier politique tendant à délégitimer l'action des forces de l'ordre et des services de l'Etat pour appliquer des décisions démocratiques en sont le révélateur.

Ces discours politiques légitiment également les violences et menaces commises contre les dépositaires de l'autorité publique (forces de l'ordre, pompiers, enseignants) ainsi que les médecins et autres professions intervenant à domicile ou sur place dans les quartiers urbains, souvent qualifiés de prioritaires dans la politique de la ville.

Comme l'a affirmé à de nombreuses reprises le criminologue Alain BAUER, les agressions de pompiers et de médecins démontrent que ce n'est pas seulement l'autorité de l'Etat en tant que telle mais le contrôle du territoire qui sont visés.

Contrôler les quartiers sensibles au détriment des habitants aux revenus modestes, des enfants se rendant à l'école, des personnes connaissant des difficultés de santé devient prioritaire pour assurer l'impunité des trafiquants de drogues dont les gains permettent de financer un train de vie luxueux en toute illégalité mais aussi au détriment de la santé publique. La justice privée, les tortures, règlements de compte sanglants et homicides de personnes non impliquées dans les trafics accompagnent de l'emprise des narcotrafiquants sur des quartiers entiers. La désinhibition de la violence rejaille sur les membres du corps social les moins aisés, alors même que ceux-ci étaient victimes des guerres lorsqu'ils étaient enrôlés dans les guerres seigneuriales ou visés comme civils avant l'établissement d'Etats modernes en Europe.

Conclusion

Si le *Processus de civilisation* ne saurait se résumer aux éléments cités dans cet article, ses principales conditions de possibilité (affirmation du pouvoir d'Etats, renoncement à la violence privée, respect d'une civilité commune préalable à la citoyenneté) sont de nos jours ébranlées si bien qu'un processus inverse paraît en cours de réalisation. Le terme de décivilisation prononcé par le chef de l'Etat peut être interprété comme un aveu d'échec ou une occasion de susciter un sursaut collectif. Dans une société policée, celui-ci ne peut se produire que par la proposition politique de solutions permettant aux individus d'accéder à la reconnaissance sociale par l'adhésion à des principes de vie en commun. La première institution devant retrouver le sens de la dynamique de civilisation est donc l'école qui doit former des citoyens éclairés et non laisser sortir des individus incapables de gérer leurs frustrations égoïstes.

VISION ORION

DÉCHRISTIANISATION, DÉCIVILISATION ?

par Gabriel GERVAIS



Selon le sondage *Challenges* sur le moral et les attentes des Français publié le 31 janvier 2019, 55 % des sondés estiment que ce qui sépare les Français est plus fort que ce qui les rassemble. La radicalisation des mouvements sociaux, la forte abstention chez les 18-35 ans lors des élections présidentielles de 2022, le thème du déclin déjà esquissé par Raymond BARRE et Alain PEYREFITTE, la crise de l'identité nationale et les débats sur la militarisation du maintien de l'ordre soulignent une fragmentation de la « France Archipel ».

Faute d'une espérance commune, cette tendance anémique de la société française avait été identifiée par Raymond ARON, « *J'ai vécu les années 30 avec le désespoir de la décadence française, avec le sentiment que la France s'enfonçait dans le néant. (...) Elle n'existait plus que par ces haines des Français les uns contre les autres. (...) Je l'ai vécue intensément avec une seule obsession : éviter la guerre civile.* », et l'historien Robert FRANK dans son livre *La hantise du déclin* réédité en 2014.

Anthropologiquement, cette crise quasi-spirituelle de la France, jadis « Fille aînée de l'Église » (selon l'IFOP, 81 % des Français s'identifiaient comme catholiques romains en 1965, selon l'Insee contre 43 % en 2011 et 25 % en 2023), est à mettre en miroir de la sécularisation accélérée de la société française depuis la fin des années 1960 (selon l'Insee, 53 % des Français seraient « sans religion » avec une plus forte proportion chez les 18-30 ans en 2023) et à la crise de société de l'Église de France (6,6% des Français seraient catholiques pratiquants en 2021

d'après l'Observatoire de la société). Ainsi, la décivilisation s'inscrit-elle dans la déchristianisation des années 1960-1970 ?

La déchristianisation comme la post-christianisation

Dans une société chrétienne comme la France l'était, la religion a longtemps cimenté la morale sociale et le lien social. Comme le rappelle Chantal DELSOL (*La fin de la Chrétienté*, 2021), la religion chrétienne dominante a été une matrice des liens sociaux en Occident depuis la fin de l'Empire romain. La France ne fait pas exception. Les paroisses étaient les socles de la socialisation ; les pratiques religieuses cimentaient la vie communautaire et les comportements autant collectifs qu'individuels. La diminution du rôle de l'église dans la vie sociale depuis la Révolution française et la sécularisation accélérée dans la temporalité du concile Vatican II peuvent être considérées comme une « dé-civilisation ». Elle est le commencement d'une ère post-chrétienne, dont les convulsions se manifestent anthropologiquement dans la « post-modernité », à la lumière des travaux de René GIRARD (une crise mimétique), de Michel VILLEY (la tension entre les libertés publiques et les droits individuels), de Marcel GAUCHET (le désenchantement du monde), d'Olivier ROY (la crise identitaire européenne), de Pierre LEGENDRE (la disparition de l'autorité) et de Rémi BRAGUE (une modernité angoissée).

Les années 1960-1970 en France sont des décennies de grandes transformations sociétales. À l'aune de cette « rupture »,

Guillaume CUCHET (*Comment notre monde a cessé d'être chrétien, anatomie d'un effondrement*, 2018 ; *Le Catholicisme a-t-il encore de l'avenir en France ?*, 2021) se base sur des données statistiques (taux de pratique religieuse, taux des baptêmes, nombre de vocations, taux de transmission de la foi catholique romaine) pour analyser l'effondrement du Catholicisme romain en France. Celui-ci avait pourtant résisté à la Terreur et à la IIIe République. Le pourcentage de Français assistant à la messe chaque semaine est passé d'environ 40%-50% à moins de 10% à la fin des années 1990. Ce constat remet en question la théorie de la sécularisation graduelle en Occident, esquissée par Auguste COMTE. Il en ressort que cette « rupture » des années 1960-1970 est avant tout une perte de transmission de la Foi et une non-transmission de la culture associée.

Selon Guillaume CUCHET, la conséquence finale à souligner n'est pas tant le déclassement du Catholicisme romain (probablement la deuxième religion de France derrière l'Islam à l'horizon 2030-2040) ou sa sociologie en U (une pratique socialement corrélée aux CSP+ et aux populations immigrées) que l'émergence des « sans religion », majoritaires dans la population et ultra-majoritaires chez les 18-25 ans. Ces « sans religion » sont symptomatiques de comportements solitaires, individualistes et anomiques que la révolution numérique et la pandémie de COVID-19 ont exacerbées, comme le montre le baromètre de S.O.S Amitié publié en mai 2023.

La déchristianisation comme l'atomisation

Pour Jérôme FOURQUET (*L'Archipel français : Naissance d'une nation multiple et divisée*, 2019 ; *La France sous nos yeux : économie, paysages, nouveaux modes de vie*, 2021), la France traverse une période marquée par une fragmentation accrue de sa société. L'une des principales manifestations de cette fragmentation est d'ordre culturel. Le déclin du christianisme comme système de valeurs communes a conduit à l'émergence de nouvelles formes d'expressions culturelles en marge des modèles traditionnels et pluri-séculaires. Cette évolution récente est caractérisée par des comportements endogames, une américanisation croissante, et une segmentation de la société française en « archipels » socio-culturels et socio-spatiaux de plus en plus imperméables les uns aux autres. Selon lui, le symptôme le plus marquant est l'américanisation accrue des mœurs et la perte du sentiment d'appartenance à un destin collectif, qui structurait historiquement la société française. Il estime que cette « phase terminale de la déchristianisation » intensifie la crise d'identité nationale qui traverse la France. Ici, FOURQUET rejoint Stéphane ROZÈS dans son analyse de la crise de l'imaginaire français (*Chaos : Essai sur les imaginaires des peuples*, 2022). Selon CUCHET, cette crise a pour victime collatérale le modèle universaliste laïc et républicain. En effet, ce dernier s'est paradoxalement nourri de la permanence du Catholicisme (cf. Jean-François COLOSIMO, *La Religion de la*

Emmanuel TODD a également étudié la déchristianisation des années 1960-1970 en France et son impact socio-politique. Selon lui, cette déchristianisation a redéfini le clivage gauche-droite hérité de la Révolution française, des débats sur la loi de séparation des Églises et de l'État et du clivage concernant « l'école libre ». Ainsi, suivant la tendance d'un catholicisme français orienté à gauche du spectre politique (cf. Denis PELLETIER et Jean-Louis SCHLEGEL, *À la gauche du Christ - Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, 2012), elle a joué un rôle dans la création du Parti Socialiste et l'émergence des thèmes éco-socialistes. TODD illustre notamment que cette déchristianisation rapide dans les régions les plus pratiquantes (e.g., Yvon TRANVOUEZ, *La puissance et l'effacement : Destin du catholicisme breton (fin XIXe - début XXIe siècle)*, 2022) a contribué à la victoire de l'Union de la gauche aux élections municipales de 1977 et à celle de François MITTERRAND lors des élections présidentielles de 1981. En effet, la gauche a établi ses bastions traditionnels dans ces régions déchristianisées depuis la fin des années 1960. TODD attribue ce phénomène à l'apparition des « catholiques zombies », des individus ayant perdu leur foi mais conservant, de par leur éducation familiale, un substrat de valeurs et de pratiques sociales catholiques, bien qu'inconsciemment. Pour le sociologue, ces « catholiques zombies » sont également à l'origine de phénomènes tels que « Je suis Charlie » ou l'élection d'Emmanuel MACRON.

Pour prolonger l'analyse, on peut noter les réflexions du général DE GAULLE et de Georges POMPIDOU sur la perte de vitesse sociologique de l'Église de France. Alors que jusqu'aux années 1970, le catholicisme romain avait façonné les cultures de droite (cf. Florian MICHEL et Yann RAISON DU CLEUZIQU, *À la droite du Père : Les catholiques et les droites de 1945 à nos jours*, 2022), la déchristianisation a anéanti les repères des droites. Ses symptômes furent notamment l'émergence du Front National et l'euro-fédéralisme, produit de la sécularisation de la Démocratie-Chrétienne. Depuis, le clivage identitaire a fracturé la droite de gouvernement, avec des événements tels que le duo SARKOZY-BUISSON, la Manif Pour Tous, et la victoire de François FILLON lors des primaires de la droite en 2016. Quant au clivage sur le projet européen, il a vu le transfert des reliquats culturels de la Démocratie-Chrétienne (les assises électorales de l'UDF, François BAYROU) vers le vote en faveur d'Emmanuel MACRON en 2017.

Conclusion

La déchristianisation des années 1960-1970 représente la révolution anthropologique la plus importante de l'époque contemporaine. Son onde de choc perdure. Alexis DE TOCQUEVILLE pensait que la démocratie ne pouvait survivre sans christianisme. Le sociologue Hartmut ROSA partage cet avis dans son ouvrage *Pourquoi la démocratie a besoin de la religion* (2022). L'avenir nous dira s'il faut s'en préoccuper. Démentirons-nous la

remarque du sociologue Julien FREUND, faisant suite à son livre *La Décadence* (1984), sur des sociétés européennes « en voie de sous-développement » ? En outre, la déchristianisation n'est pas la fin de la religion chrétienne pour autant : cette dernière redevient une religion d'élite et continue d'agir dans un monde post-chrétien selon la citation de G. K. CHESTERTON « *Le monde moderne est plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles. Elles sont devenues folles, parce qu'isolées l'une de l'autre et parce qu'elles vagabondent toutes seules.* ».

LEVER LES BLOCAGES AU DÉVELOPPEMENT DES PME

par Thibaud MAREC



L'augmentation récente des faillites d'entreprises, notamment des PME/TPE, est préoccupante. Si les raisons de cette tendance sont essentiellement contextuelles, liées aux variables telles que l'augmentation du coût du crédit (et la nécessaire contraction des financements) et l'inflation, elles ne doivent pas éclipser les facteurs structurels qui pèsent sur nos entreprises, les rendant ainsi d'autant plus vulnérables en période de crise.

Ce constat est encore plus vrai sur les territoires dits périphériques, où les entreprises évoluent déjà dans un environnement où les opportunités et les ressources sont moins disponibles. Il est urgent de libérer le potentiel de développement des PME françaises, afin de tisser sur le territoire national un maillage d'entreprises robustes, gage de résilience et de prospérité économique du pays.

Le poids de l'administration et de la fiscalité

Pour les chefs de TPE et PME, la pression fiscale et réglementaire est une source d'inquiétude largement disproportionnée comparée à la recherche de nouveaux marchés ou à la rentabilité de leur entreprise. Le niveau des impôts et prélèvements obligatoires est très élevé, et surtout, les chefs d'entreprises manquent d'accompagnement pour naviguer clairement dans leurs obligations.

De plus, dans le cas des TPE, ces entreprises n'ont pas atteint la taille critique pour pouvoir déléguer ces tâches administratives à un personnel dédié. Elles en conservent donc la responsabilité, au détriment de la conduite des



activités économiques. L'administration fiscale et sociale française doit cesser d'être un fardeau pour les PME françaises, et doit au contraire se mettre au service de ces entreprises et de l'intérêt général en simplifiant les obligations et en accompagnant les chefs d'entreprises. Permettre à ces derniers de se consacrer pleinement au développement de leur activité ne prendra tout son sens que lorsqu'ils seront en mesure de bénéficier – et de faire bénéficier leurs équipes – des fruits de leur travail et de leur prise de risque. Il est pour cela essentiel d'alléger les charges sociales pour les patrons de TPE/PME ainsi que pour les entreprises en croissance.

La disponibilité des talents et des compétences

Le dynamisme des pôles en termes d'innovation ne doit pas faire oublier la réalité des entreprises du pays situées en territoires périphériques : leur croissance est entravée par le manque de talents et de compétences sur ces territoires.

Bien que les territoires ruraux et les petites villes offrent un cadre de vie attrayant et des prix immobiliers avantageux, ils souffrent souvent d'un déclin démographique dû à un manque de perspectives économiques. Avec une centralisation exacerbée, de nombreux territoires manquent de talents pour constituer la base de managers et de personnels qualifiés nécessaires au développement à long terme de leurs entreprises. Les difficultés de recrutement se matérialisent par un plafond de verre, qui impacte la compétitivité de l'économie française.

Ce déficit s'étend au manque de compétences diverses sur ces territoires : experts, consultants, juristes, qui permettraient aux entreprises de se maintenir à la pointe de leur secteur. Sans accès à ces ressources, croître, innover et se transformer deviennent difficiles.

Les transports, infrastructures et services publics

Les TPE et PME, surtout hors des grands centres, nécessitent un réseau de transport efficace. Des infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires modernes permettent non seulement de désenclaver les territoires périphériques, mais aussi de faciliter les échanges commerciaux, de réduire les coûts de transport, et d'offrir un accès élargi aux marchés, aussi bien nationaux qu'internationaux.

De manière plus générale, les TPE et PME ont besoin d'un environnement propice à l'innovation pour croître. Il leur est indispensable d'avoir accès à des infrastructures technologiques comme le haut débit, des centres de recherche, ou des espaces de coworking.



Investir dans ces structures dans les territoires périphériques pourrait mener à l'émergence de pôles économiques régionaux dynamiques.

Les services publics jouent également un rôle clé. Des services efficaces et bien répartis – qu'il s'agisse d'éducation, de santé ou d'administrations locales – garantissent une meilleure qualité de vie pour les entrepreneurs et leurs employés. Ils contribuent à l'attractivité des territoires, facilitant ainsi le recrutement et la fidélisation des talents. En outre, des services publics proactifs peuvent offrir des programmes de soutien et de formation adaptés aux besoins des entreprises locales, renforçant leur capacité à se développer et à innover.

Soutenir le financement et la trésorerie des PME

Les PME françaises, souvent confrontées aux contraintes des offres bancaires traditionnelles, risquent de céder une partie de leur capital, compromettant ainsi leur indépendance.

L'État, *via* des initiatives publiques, peut offrir des solutions de financement alternatives, qu'il s'agisse de garanties d'emprunt, de prêts à taux préférentiels ou de fonds dédiés. Ces interventions peuvent faciliter l'accès au crédit sans que les entreprises aient à sacrifier leur indépendance.



La trésorerie est souvent la principale préoccupation des PME. Une mauvaise gestion ou un besoin en fonds de roulement mal anticipé peuvent mettre en péril toute l'activité. Il est crucial de diversifier les outils de financement et de former les entrepreneurs à une gestion saine de leur trésorerie.

Différentes initiatives, appuyées par des garanties publiques, pourraient encourager les banques à adopter une approche plus flexible, répondant mieux aux besoins spécifiques des PME, et ainsi favoriser leur croissance tout en préservant leur indépendance.

En conclusion, le développement des PME en territoire est un indicateur essentiel de la compétitivité et de la prospérité économique française. La capacité de l'État à adresser ce problème multifactoriel, en se focalisant sur les éléments structurels plutôt que conjoncturels, sera déterminante pour l'avenir de notre économie.



Rejoignez le Cercle Orion !

<https://cercleorion.com>

La Revue Vision Orion - n° 2

Septembre 2023

Président du Cercle Orion : **Alexandre MANCINO**

Directrice des Etudes : **Léa SCHÜLER**

Avec

Thibault HERMANN, Gabriel GERVAIS et Thibaud MAREC